

Brochure n° 3140

Conventions collectives

**PRESSE QUOTIDIENNE
RÉGIONALE ET DÉPARTEMENTALE**

IDCC : 693. – **Employés de la presse quotidienne départementale**

IDCC : 1083. – **Ouvriers de la presse quotidienne départementale**

IDCC : 698. – **Employés de la presse quotidienne régionale**

IDCC : 598. – **Ouvriers de la presse quotidienne régionale**

(4^e édition. – Novembre 2001)

Conventions collectives

**PRESSE QUOTIDIENNE
régionale**

IDCC : 1895. – **Encadrement
départementale**

IDCC : 781. – **Cadres administratifs**

IDCC : 1018. – **Cadres techniques**

(4^e édition. – Février 2005)

**PROTOCOLE D'ACCORD ANNUEL DU 16 MARS 2005
RELATIF AUX SALAIRES 2005**

NOR : *ASET0550514M*

IDCC : *1018, 693, 781, 1083*

Entre :

Le syndicat de la presse quotidienne départementale (SPQD),

D'une part, et

La FILPAC CGT ;

La fédération du livre FO ;

Le SNPEP FO ;
L'UFICT-LC CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Bilan de l'année 2004 :

- les parties constatent que l'évolution de l'indice INSEE tous ménages hors tabac pour l'année 2004 s'est élevée à 1,92 % ;
- les parties constatent que l'augmentation conventionnelle réelle pour l'année 2004 s'est élevée à 1,74 %.

Soit, au 1^{er} janvier 2005, un retard sur salaires de 0,18 %.

Une augmentation pour l'année 2005 est ainsi définie :

- 1 % au 1^{er} avril 2005, dont 0,18 % au titre de l'année 2004 ;
- 0,5 % au 1^{er} juillet 2005 ;
- 0,4 % au 1^{er} octobre 2005.

Si au 1^{er} novembre 2005, l'écart entre l'indice INSEE tous ménages hors tabac et les augmentations cumulées des salaires intervenues depuis le 1^{er} janvier 2005 est supérieur de 0,20 %, il sera créé un palier du 1^{er} décembre 2005 correspondant au différentiel constaté.

Le différentiel éventuel constaté au 31 décembre 2005 sera à valoir sur le plan salarial de 2006.

L'indemnité de frais de transport domicile-lieu de travail mensuelle actuellement de 14 euros, est portée au 1^{er} juillet 2005 à 15,5 euros.

La loi du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées institue une journée de solidarité en vue d'assurer par un effort conjugué de solidarité nationale des salariés et des employeurs le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées. Les parties conviennent qu'il appartiendra aux partenaires sociaux dans les entreprises de prendre l'initiative de la négociation.

Fait à Paris, le 16 mars 2005.

(Suivent les signatures.)